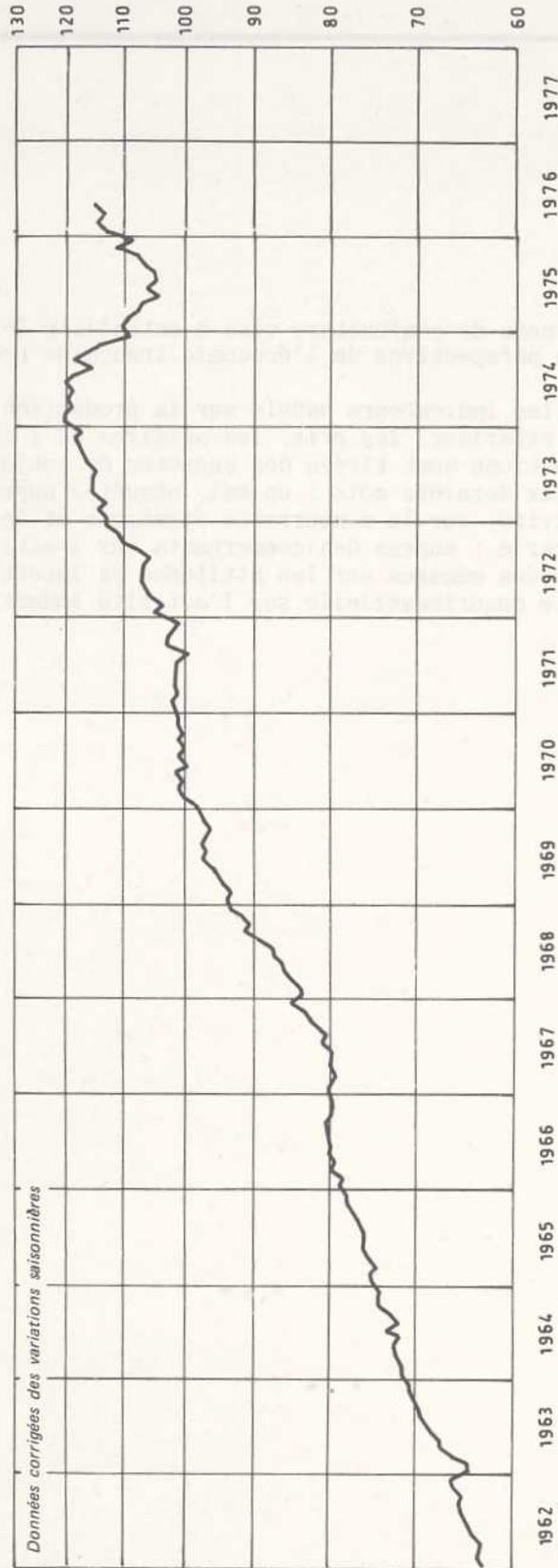


GRAPHIQUE 1

PRODUCTION INDUSTRIELLE CHEZ NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX

Moyenne pondérée par leurs parts respectives dans nos exportations



1. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

En mars et avril, ralentissement de la progression de la production industrielle.

Après l'accélération de l'activité au début 1976, le rythme de la reprise a été moins fort au deuxième trimestre : après avoir crû à environ 15 % l'an, l'indice pondéré de la production industrielle de nos six principaux partenaires commerciaux retrouve un rythme de hausse plus modéré (5 % à 6 % l'an) ; il restait en avril 4 % en-dessous de son maximum de 1974. Aux Etats-Unis et surtout au Japon, la production industrielle a continué d'augmenter rapidement, alors qu'en Europe la progression était lente et irrégulière.

Au Japon la production industrielle a crû très vite à partir de la fin de 1975 (+ 20 % l'an). La croissance a été particulièrement vive dans le secteur des biens d'équipement (+ 15,5 % de novembre à mars) qui n'avait pas encore bénéficié de la reprise.

Aux Etats-Unis la production industrielle s'accroît régulièrement au rythme annuel d'environ 10 %. Les derniers mois montrent une accélération dans les industries de biens d'équipement. Par contre, l'activité demeure hésitante dans le bâtiment où la forte progression des mises en chantier en février a été suivie d'un recul en mars et avril et d'un faible rattrapage en mai.

En Allemagne malgré la date plus récente de la reprise la croissance demeure irrégulière. La progression de la production industrielle s'est notablement ralentie dans les secteurs de biens de consommation et de biens d'équipement, elle est très irrégulière dans le bâtiment où, malgré une forte remontée des permis de construire à partir du milieu de 1975, le niveau du premier trimestre 1976 restait à 32 % en dessous de celui du premier trimestre 1973.

Chez les autres partenaires européens, la croissance est restée modérée bien qu'on ait enregistré parfois des progressions mensuelles très fortes de la production industrielle (avril en Belgique, février en Italie). Au Royaume-Uni en particulier la production ne s'est accrue que très lentement pendant les quatre premiers mois de 1976.

LOGEMENTS MIS EN CHANTIER

base 100 = moyenne 70

	1973	1974				1975				1976
	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I
Etats-Unis	102	88	125	93	62	53	89	96	81	77
Japon	127	86	82	106	81	71	90	103	101	
Allemagne (permis de construire)	88	77	83	79	74	73	68	68	80	90
Royaume-Uni	85	75	93	78	69	80	110	110	104	102
Italie	173	70	82	78	77	76	97	76		

Source : O.C.D.E. sauf R.F.A. : Bundesbank

Dans les prochains mois les perspectives de production s'infléchissent sensiblement dans la plupart des pays : les commandes à l'industrie sont en effet moins bien orientées qu'au premier trimestre 1976.

Aux Etats-Unis, les commandes à l'industrie restent sur une forte tendance ascendante : de l'ordre de 15 % l'an en valeur pour les biens non durables et 30 % l'an pour les biens durables ; pour ces derniers, en effet, la pause constatée en avril ne s'est pas confirmée en mai (en valeur + 3,4 %).

En Allemagne les entrées de commandes à l'industrie sont irrégulières mais restaient en mars et avril à 8 % environ en volume en-dessous de leur sommet de 1973. Les enquêtes effectuées auprès des chefs d'entreprise début avril et début mai indiquent une sensible modération des perspectives de production par rapport au début de l'année. L'inflexion est très nette dans les industries de biens de consommation, elle est moins forte mais sensible dans les industries de biens d'équipement et de biens intermédiaires.

Au Royaume-Uni, les enquêtes du "Financial Times" auprès des chefs d'entreprise, qui retraçaient une amélioration continue des perspectives dans les quatre premiers mois de 1976 montraient en mai une légère dégradation alors que les anticipations inflationnistes devenaient plus vives.

En Italie la demande intérieure à l'ensemble de l'industrie, d'après l'enquête de l'ISCO, a baissé en avril par rapport à mars après une vive remontée depuis juillet 1975 à cause du recul dans les biens intermédiaires. La demande étrangère progressait encore fortement dans les industries de biens de consommation alors que pour les biens d'équipement et les biens intermédiaires le redressement, pourtant relativement modeste, des mois précédents marquait une pause en avril.

La reprise des effectifs employés n'est sensible qu'aux Etats-Unis

En mai 1976 le nombre des chômeurs de la zone OCDE (environ 14 millions) avait baissé de 1 million par rapport à octobre 1975. L'amélioration de l'emploi provient surtout des Etats-Unis où l'emploi civil total avait en avril augmenté d'environ 3,2 millions depuis le début de la reprise (les effectifs employés dans l'industrie s'étant accrus d'environ 800.000 pendant la même période). Dans les pays où les baisses de productivité avaient été les plus fortes pendant la crise, le rattrapage continue de retarder l'augmentation des effectifs employés. Au Japon, ceux-ci ont même continué à baisser depuis le début de la reprise jusqu'en mars de 3,7 %.

En Allemagne il semble que la productivité dans l'industrie ait rejoint dès le 1er trimestre 1976 la ligne de tendance antérieure (dont la pente est de l'ordre de 5 % l'an).

Au Royaume-Uni l'enquête du Financial Times de mai, montre que, malgré une amélioration sur les perspectives de la deuxième moitié de 1976, l'emploi ne devrait que peu augmenter dans les prochains mois. L'augmentation du chômage s'est toutefois ralentie dans les derniers mois.

EFFECTIFS EMPLOYES DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE
en millions (cvs) sauf Japon.

	1973	1974				1975				1976	
	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	dernier mois connu	
Etats-Unis	20,3	20,2	20,2	20,2	19,6	18,5	18,1	18,3	18,5	avril	19,0
Japon (1970 = 100)	99,3	99,5	99,5	98,5	97,0	95,1	93,5	92,8	92,1	mars	91,7
Allemagne	8,10	8,03	7,96	7,87	7,71	7,55	7,41	7,28	7,21	février	7,16
Royaume-Uni	7,90	7,87	7,87	7,92	7,91	7,75	7,60	7,51	7,46	février	7,35
Italie	5,10	5,15	5,19	5,18	5,23	5,27	5,12	5,20	5,22	janvier	5,12

Source : O.C.D.E.

ESTIMATION DE VARIATION DE LA PRODUCTIVITE APPARENTE DU TRAVAIL
PENDANT LA RECESSION ET DEPUIS LA REPRISE (dans l'industrie manufacturière)

en %

	Tendance annuelle de la production jusqu'en 1973	Variation de la productivité au cours de la récession	Variation de la production industrielle (accroissement depuis le point le plus bas)	Variation de la durée du travail	Variation des effectifs	Variation de la productivité au cours de la reprise
R.F.A. ...	+ 5 %	+ 2,1	+ 6,8 (75 II à moy. déc. 75 janv. 76 et fév. 76)	- 1,2	- 3,2	+ 11,2
U.S.A. ...	+ 2 %	+ 1,1	+ 8,9 (75 II à 76 I)	+ 3,3	+ 3,5	+ 1,9
Royaume-Uni	+ 3 %	- 1,3	+ 1,0 (75 II à moy. déc. 75 janv. 76 et fév. 76)	0	- 2,7	+ 3,8
Japon	+ 10 %	- 7,0	+12,1 (75 I à 76 I)	+ 4,9	- 3,4	+ 10,6

TAUX DE CHOMAGE cvs

	1974	1975				1976	Dernier mois connu	
	IV	I	II	III	IV	I		
U.S.A	6,7	8,1	8,7	8,6	8,5	7,6	mai	7,3
Allemagne ...	3,4	3,9	4,8	5,3	5,0	4,7	mai	4,2
Italie	3,1	3,1	3,4	3,3	3,5	3,5	---	
Royaume Uni .	2,8	3,1	3,7	4,3	4,8	5,3	juin	5,4
Japon	1,6	1,8	1,8	1,8	2,1	2,1	avril	2,0

Source : O.C.D.E. sauf RFA (Bundesbank)

nb : ces taux ne sont pas comparables entre les pays; ils sont calculés en % de la population active civile.

Les différences entre les rythmes d'inflation subsistent entre les divers pays.

Malgré la reprise de l'activité, l'inflation s'est d'abord modérée aux Etats-Unis, en Allemagne et en Suisse.

Aux Etats-Unis, le déflateur du produit national brut n'a crû au 1er trimestre 1976 qu'au rythme annuel de 3,7 %, en raison de la baisse des prix des produits alimentaires. Pour le reste de l'année, compte tenu de la relative modération des hausses de salaires accordées jusqu'à présent, le rythme de hausse des prix ne devrait pas dépasser 5 % - 6 % contre 8,8 % en 1975.

En Allemagne les hausses de prix à la consommation relativement élevées du début de l'année liées à la hausse temporaire des prix des produits alimentaires, ne semblent pas révéler de fortes tensions inflationnistes : le déflateur du PNB ne devrait augmenter en 1976 que de 3 % - 4 % contre 8,2 % en 1975.

La forte inflation de février et mars au Royaume-Uni et en Italie s'est poursuivie en avril et mai. En Italie les fortes hausses de salaires prévues pour l'ensemble de l'année et le renchérissement des importations dû à la dépréciation de la lire, continueront à peser sur les prix dont la hausse devrait atteindre près de 20 %. Par contre, au Royaume-Uni les récents accords entre le Gouvernement et les Syndicats sur la limitation des augmentations de salaire contribueront à limiter le rythme d'inflation qui, à cause de la dépréciation de la lire devrait tout de même se maintenir vers 15 % l'an en fin d'année.

Les enquêtes auprès des chefs d'entreprise de la CEE, effectuées début mai confirmaient les résultats des deux mois précédents indiquant une augmentation des anticipations inflationnistes.

PRIX A LA CONSOMMATION

	Taux de variation en %			
	avril 1976/ mars 1976	avril 1976/ avril 1975	mai 1976/ avril 1976	mai 1976/ mai 1975
Etats-Unis	0,4	6,1	0,6	6,2
Royaume-Uni	1,9	18,9	1,1	15,4
Allemagne	0,6	5,2	0,4	5,0
Belgique	0,9	9,7	0,7	9,5
Pays-Bas	2,1	9,8	0,4	9,5
Italie	3,0	15,5	1,7	17,4
Japon	2,7	9,3	0,2	8,8
Suisse	0,0	2,1	-0,2	1,2

La demande des ménages

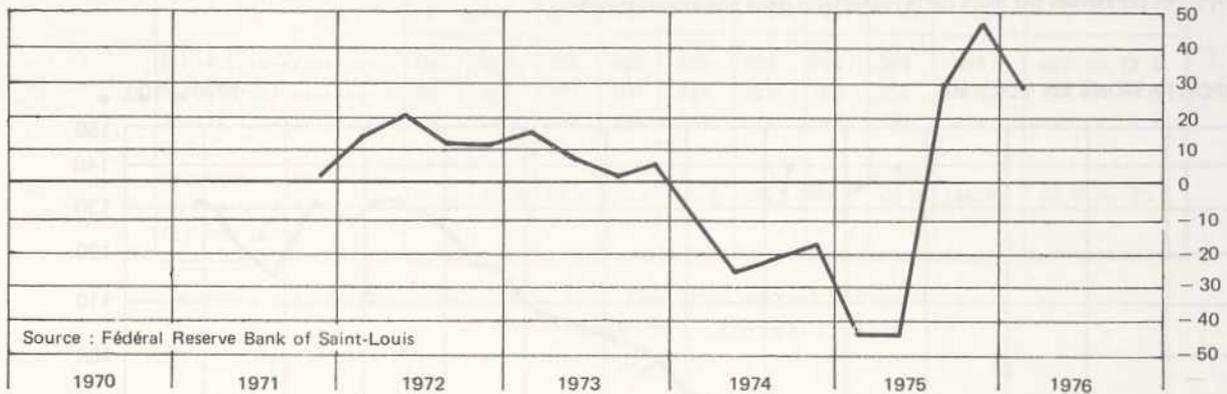
La demande des ménages a fortement progressé fin 1975 - début 1976. Si les perspectives modérées des hausses de salaires en 1976 et la stabilisation de l'emploi laissent prévoir pour 1976 une faible amélioration du revenu disponible (sauf aux Etats-Unis, où la reprise de l'emploi était déjà amorcée), le ralentissement de l'inflation et l'utilisation des encaisses de précaution conservées pendant la crise ont entraîné de nombreux achats (particulièrement de biens durables) différés précédemment. Les enquêtes auprès des consommateurs de la CEE montraient en janvier 1976 une nette diminution de la propension à épargner. Aux Etats-Unis l'indice de confiance des consommateurs de l'université du Michigan regagnait ses niveaux d'avant la crise. Au deuxième trimestre 1976, la demande des ménages semble être devenue plus modérée.

Des indications récentes sur la confiance des consommateurs aux Etats-Unis (enquête du Conference Board et indice du Michigan en baisse de 2,7 % au deuxième trimestre) et en Allemagne (enquête intentions d'achats de mai) montrent un arrêt de l'amélioration. Cette modification peut être justifiée par des anticipations inflationnistes plus fortes qu'au début de l'année quand les prévisions de croissance de l'activité étaient moins élevées. En Allemagne l'enquête de la CEE effectuée en mai auprès des consommateurs montre que si ceux-ci continuent de juger favorablement l'évolution de la situation économique générale, leur comportement en matière d'achats reste prudent.

GRAPHIQUE 2

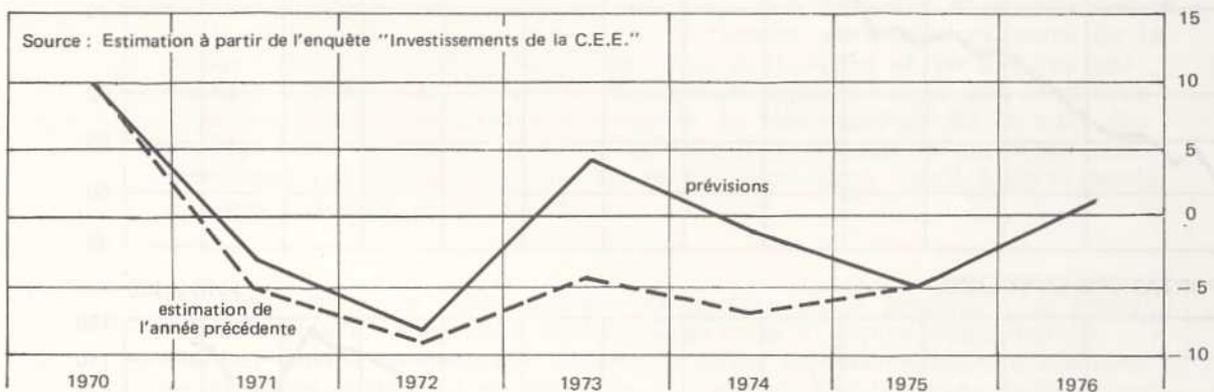
U.S.A.

TAUX DE VARIATION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE (Variation du trimestre n-2 au trimestre n) (en rythme annuel)



R.F.A.

TAUX DE VARIATION, EN VOLUME, DES INVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE



Les taux d'épargne ont donc certainement atteint leur minimum au début de 1976 (14 % au premier trimestre 1976) ; dans les prochains mois ils devraient remonter légèrement sans retrouver les niveaux du début 1975 où les comportements avaient été particulièrement prudents. On peut donc attendre pour la deuxième partie de l'année une moindre progression de la consommation des ménages qu'au premier semestre.

Aux Etats-Unis, après une croissance au rythme de 15 % l'an en début d'année les ventes au détail ont baissé de 1,5 et 1,9 % en volume en avril et mai (Les ventes d'automobiles semblaient toutefois encore fortes en juin). Une tendance plus modérée d'environ 4 % à 5 % l'an paraît vraisemblable pour la deuxième moitié de l'année, compte tenu de la croissance du revenu disponible réel induite par la reprise de l'emploi.

En Allemagne, le volume des ventes au détail, en forte hausse en janvier et février a fléchi de 2,6 % en mars et remonté de 1,8 % en avril ; la tendance de l'ordre de 5 % à 6 % l'an qui s'est dégagée depuis mai 1975 pourrait se prolonger au deuxième semestre.

Au Royaume-Uni et au Japon la consommation privée reste modérée. Le volume des ventes au détail ne montre pas de tendance à la hausse.

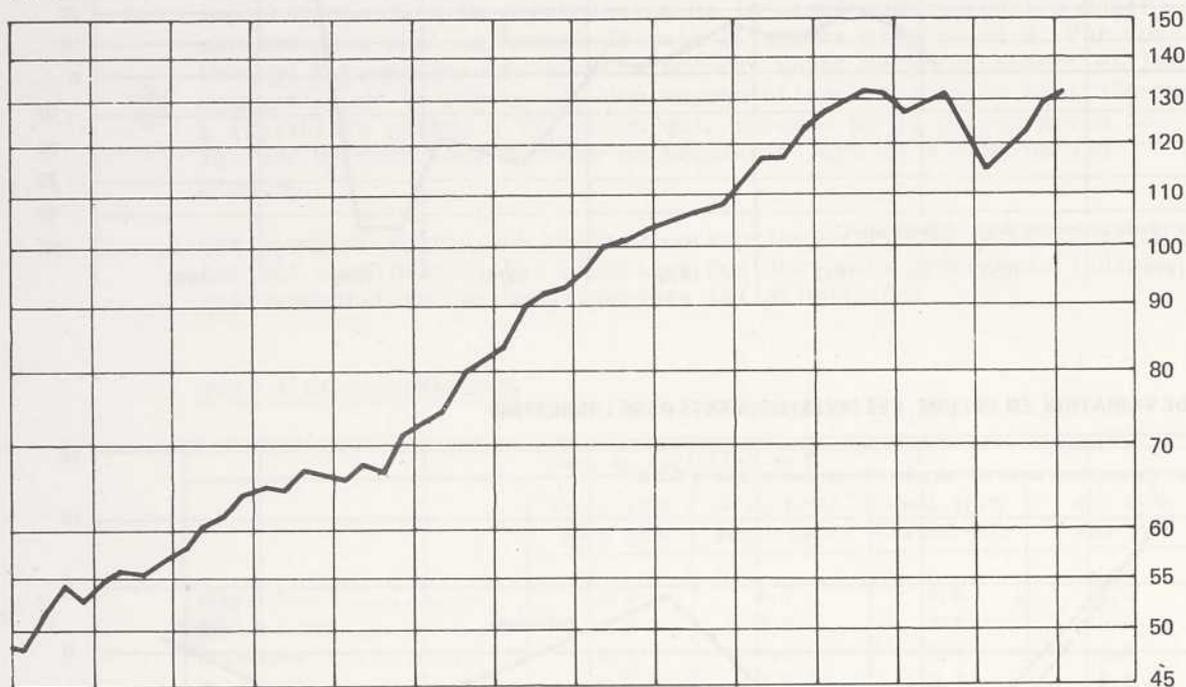
GRAPHIQUE 3

COMMERCE EXTERIEUR DE NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX

Moyennes pondérées par leurs parts respectives dans nos exportations

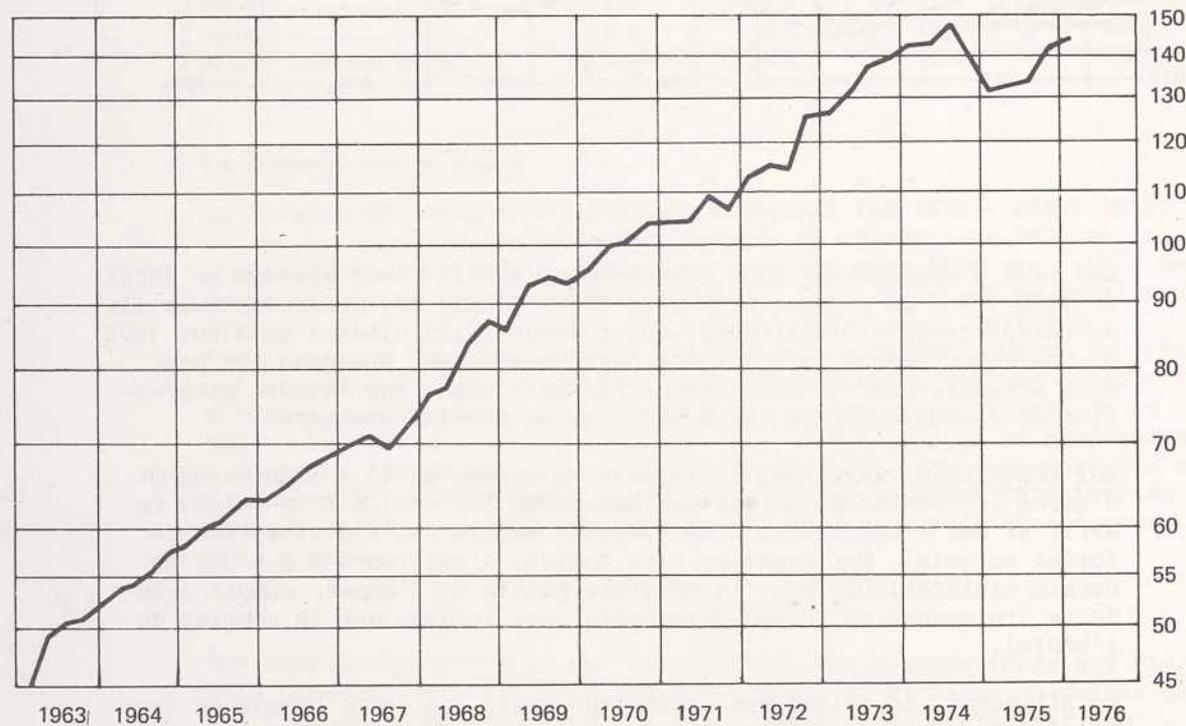
IMPORTATIONS EN VOLUME

1970 = 100



EXPORTATIONS EN VOLUME

1970 = 100



Source : données de l'O.C.D.E. concernant 6 pays : U.S.A., Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas.

IMMATRICULATIONS DE VOITURES NEUVES (cvs) en milliers

	1974				1975				1976	maximum antérieur
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	
R F A	396	416	445	427	459	522	552	588	598	616 en 73 I
Royaume-Uni	306	315	321	291	324	282	309	255	318	447 en 73 I
Italie	354	336	339	248	249	278	247	284	324	399 en 73 III
U.S.A										
Dépenses automobiles en Mds de \$ 67 (rythme annuel)	41,3	42,5	44,5	35,2	35,9	36,2	40,7	42,0	46,7	53,0 en 73 I

Source : RFA, Italie: Eurostat

USA : Survey of Current Business

Royaume-Uni : Economic Trends

La demande des entreprises

Le redressement des situations financières des entreprises consécutif à la reprise s'est poursuivi dans les premiers mois de 1976. Sous l'effet du déstockage et de la faiblesse des dépenses d'investissement la liquidité des entreprises s'est fortement améliorée au cours de la seconde moitié de 1975. Mais, sauf aux Etats-Unis et en RFA les résultats d'exploitation restent peu satisfaisants bien que la modération des hausses de salaires favorise le redressement de la part des profits dans la valeur ajoutée. Les chefs d'entreprise se montreront donc dans les prochains mois encore prudents dans leurs comportements d'investissement et de stockage.

Aux Etats-Unis, le redressement des profits s'est poursuivi au premier trimestre 1976, les coûts unitaires de main d'oeuvre étant restés stables depuis le deuxième trimestre 1975. La modération des hausses de salaires accordées au début de l'année et la poursuite des hausses de productivité entraîneront pour le reste de l'année le prolongement de la stabilité des coûts unitaires et par là une nouvelle progression des profits.

En Allemagne les coûts unitaires (dans l'industrie manufacturière) se trouvaient en février-mars 5 % en dessous du niveau du milieu de 1975, la productivité y ayant augmenté de plus de 10 %.

Si, dans presque tous les pays la situation des entreprises s'est améliorée, il semble que, sauf aux Etats-Unis, en Allemagne et au Japon, le volume des investissements privés devrait baisser en 1976 par rapport à 1975.

Aux Etats-Unis l'amélioration de la situation financière des entreprises et les perspectives favorables d'activité laissent prévoir une augmentation du volume de la formation brute de capital fixe non résidentiel supérieure à 5 % en 1976. L'enquête de mars 1976 sur les investissements en Allemagne montre par rapport à l'enquête de novembre 1975 une forte révision des intentions d'investissement : à un recul d'environ 4 % du volume de l'investissement privé en 1976 par rapport à 1975, succédait une prévision de croissance d'environ 1 %.

En Italie l'enquête de mars 1976 laisse prévoir pour 1976 une baisse en volume de l'investissement plus forte que celle envisagée en novembre 1975.

Au Royaume Uni, bien que les prévisions des chefs d'entreprise se soient redressées régulièrement de février à mai, le volume des investissements fixes industriels devrait diminuer en 1976 d'environ 8 % par rapport à 1975.

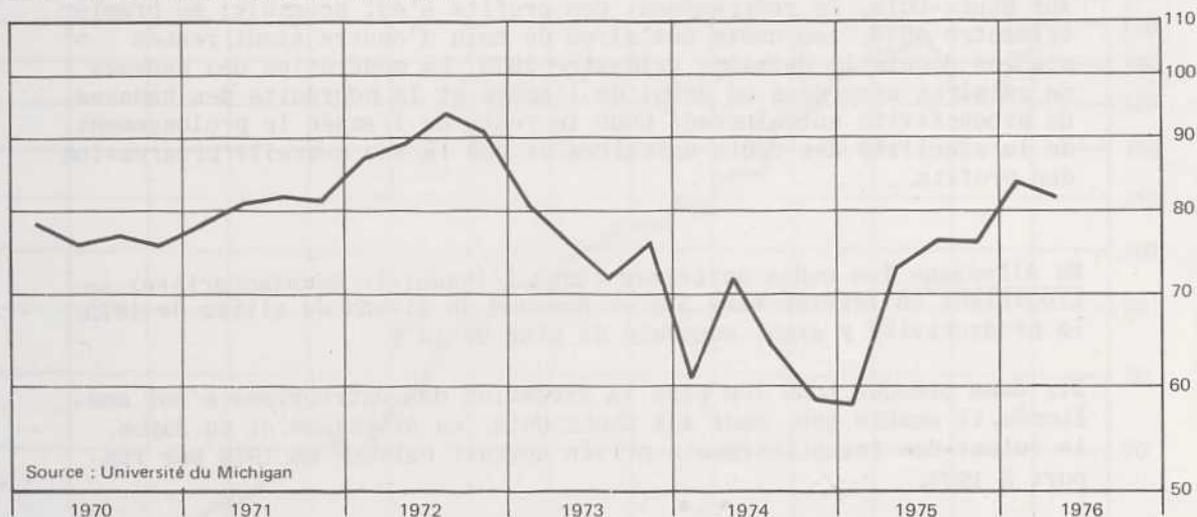
Les mouvements de stocks de 1974 et 1975 ont fortement contribué à accentuer la crise puis à accélérer la reprise. En 1976, on devrait observer globalement un restockage d'amplitude modérée dans la mesure où les situations financières des entreprises demeurent encore trop fragiles pour supporter de forts coûts de stockage. Cependant les anticipations de nouvelles hausses des prix des matières premières, après celles du début de l'année, pourraient favoriser la formation de stocks spéculatifs.

Aux Etats-Unis, l'arrêt du déstockage dans l'industrie manufacturière a eu lieu dès octobre 1975. En huit mois les stocks ont augmenté de 1,8 %, leurs variations contribuant pour près de la moitié à la croissance du produit national brut au premier trimestre 1976. La croissance des stocks est cependant restée jusqu'au deuxième trimestre plus lente que celle des ventes, ramenant le ratio stocks/chiffre d'affaires à un niveau très bas : la reconstitution des stocks devrait donc se poursuivre dans la deuxième partie de l'année.

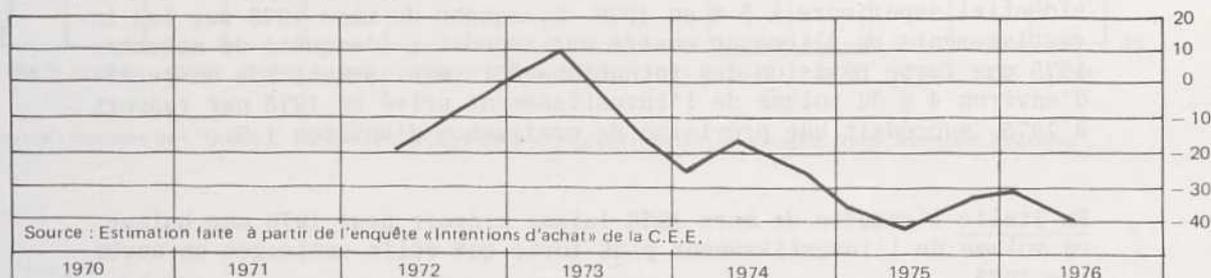
En Allemagne, le déstockage de 1975 relativement faible est estimé à moins de 0,3 % du PNB. D'après les chefs d'entreprise les stocks de produits finis étaient encore jugés supérieurs à la normale en mai surtout dans les industries de biens d'équipement. Par contre ils semblaient déjà jugés normaux dans les industries de biens de consommation.

GRAPHIQUE 4

U.S.A. INDICE DE CONFIANCE DES CONSOMMATEURS



R.F.A. TENDANCE DE LA PROPENSION A CONSOMMER



La reprise du commerce mondial s'est poursuivie au premier semestre 1976

Le commerce mondial s'est développé très fortement au premier semestre 1976 (+ 12 % en rythme annuel pour le volume des importations de la zone OCDE.)

Aux Etats-Unis, les importations se sont en particulier fortement accrues au début de l'année pour les matières premières et les biens d'équipement. Par contre, les exportations ont diminué au premier trimestre 1976, la demande provenant de pays où la reprise était moins avancée. La balance commerciale, après avoir été excédentaire de 9 Mds de \$ en 1975 a été en déficit de 1,1 Md pour les quatre premiers mois de 1976.

En Allemagne, pour les 4 premiers mois de l'année, le volume des importations a augmenté plus vite que le volume des exportations (+ 15 % en rythme annuel contre 10 %). Les exportations ont augmenté très vite (+ 25 % environ en rythme annuel) dans le secteur des biens de consommation où le niveau maximum en volume de 1974 était déjà dépassé en avril, la progression était plus lente (15 %) dans le secteur des matières premières et surtout dans les biens d'équipement qui constituent plus de la moitié des exportations allemandes (+ 5 %). Après la progression des carnets de commandes étrangères depuis le milieu de 1975 on note en avril et mai une légère diminution.

En Italie, la forte augmentation des exportations à partir du deuxième trimestre 1975 (+ 12,5 % du 1er trimestre 1975 au 1er trimestre 1976) s'est accompagnée d'une hausse du même ordre du volume des importations. La détérioration des termes de l'échange, début 1976, résultant de la dépréciation de la lire a entraîné un déficit élevé (600 à 700 milliards de lires par mois). Pour le reste de l'année ce déficit pourrait se réduire grâce à la poursuite de la progression des exportations, principalement de celles de biens de consommation.

Au Royaume-Uni, le volume des importations a baissé de 3 % au premier trimestre 1976, après avoir été en hausse dans la deuxième moitié de 1975. Les exportations ont progressé d'environ 3 % en volume du quatrième trimestre 1975 au premier trimestre 1976. Les perspectives d'exportation favorisées par la faiblesse de la livre, se sont stabilisées à un niveau élevé en avril et mai (enquête du Financial Times). Pour l'ensemble de l'année 1976 on peut envisager une croissance en volume d'environ 7 % par rapport à 1975.

En conclusion, l'accélération de l'activité à l'étranger au début 1976 résultait en partie de facteurs temporaires : retournement dans le mouvement des stocks, augmentation des investissements privés liée aux diverses aides gouvernementales, achats de rattrapage des ménages. Dès le deuxième trimestre 1976 la croissance est redevenue moins vive. Elle reste soutenue aux Etats-Unis où la demande des ménages continuera au cours de l'année, avec la reprise des effectifs, à soutenir la demande, elle s'accélère au Japon où les mesures prises par le Gouvernement et la demande étrangère ont constitué de puissants soutiens à l'activité. En Europe la progression de l'activité s'est plus nettement ralentie, la demande intérieure étant généralement plus modérée : la stagnation de l'emploi (sauf en RFA à partir du deuxième trimestre 1976) et la faiblesse des hausses de salaires continuent de peser sur les revenus disponibles des ménages qui semblent plus réservés qu'en début d'année. La situation financière des entreprises n'a pas encore été complètement assainie et sauf en Allemagne on prévoit pour 1976 une baisse en volume de l'investissement.

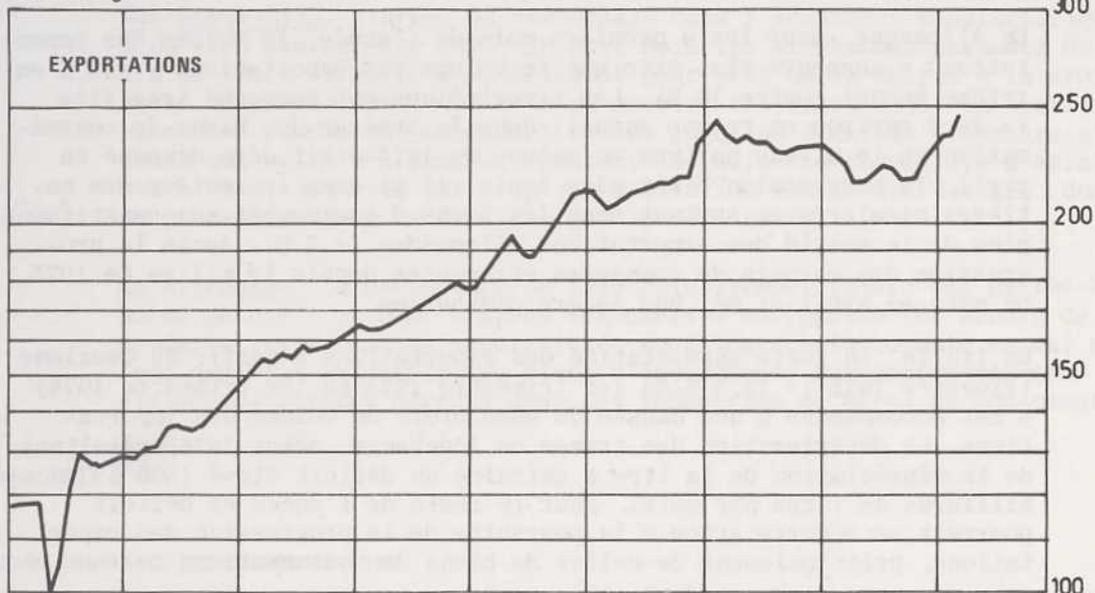
En définitive, ceci ne remet pas en cause les perspectives de croissance du début de l'année qui devraient même être révisées en hausse pour l'ensemble de 1976 : le redressement a été au premier semestre plus rapide qu'on ne l'escomptait à cause de l'amplitude des variations de tendance des stocks et des achats de rattrapage des ménages.

GRAPHIQUE 5

INDICES DE VOLUME DU COMMERCE EXTERIEUR (GLOBAL)

(CVS - MM₃)

Base 100 en 1966



Les échanges commerciaux français se développent en milieu d'année parallèlement à l'importation et à l'exportation au rythme rapide acquis depuis la fin 1975 et le taux de couverture oscille autour de 97 %. Ces mouvements procèdent pour l'essentiel des évolutions en volume liées à la reprise de l'activité en France puis sur les marchés étrangers. La légère amélioration des termes de l'échange sur les premiers mois de l'année n'est pas significative, la hausse des valeurs moyennes n'étant que faiblement plus prononcée à l'exportation qu'à l'importation.

En quantité les importations restent en augmentation très rapide : + 7 % sur le premier quadrimestre, ce qui les laisse inscrites sur une pente de croissance annuelle proche de 25 %. Ces mouvements sont d'abord ceux des produits manufacturés et aussi des produits bruts. Les achats de matières premières et produits bruts, qui accélèrent en début d'année, augmentent de 21 % depuis janvier et rejoignent la tendance qui prévalait sur les 5 années précédant la crise. Les importations de produits manufacturés se poursuivent à un rythme rapide pour les demi-produits (+ 17 % depuis janvier) et pour les biens de consommation malgré un léger infléchissement au premier trimestre. Les achats de biens d'équipement s'inscrivent en forte accélération en début d'année, stimulés pour partie par les mesures d'incitation fiscale à l'investissement : en 4 mois leur progression ressort à plus de 15 %. Par contre les approvisionnements énergétiques ne dépassent guère le niveau moyen de 1975 tandis que la demande alimentaire à l'importation se stabilise après la chute du 4^{ème} trimestre 1975.

La hausse des prix à l'importation, de 6 % entre le 4^{ème} trimestre 1975 et le 1^{er} de 1976, se ralentit quelque peu par la suite. Le relèvement du prix du pétrole brut est répercuté en majeure partie dès janvier (11 % de hausse en francs d'octobre à janvier, 3,5 % de janvier à mai) ; les valeurs moyennes des produits manufacturés, à l'origine du mouvement d'ensemble, sont tirées par les prix des biens d'équipement, ceux des demi-produits restant stables et ceux des biens de consommation demeurant en accroissement modéré.

Au total, les valeurs importées croissent de 10 % de janvier à mai, cette progression reflétant la forte sensibilité des importations à l'activité en période de reprise.

Les exportations voient aussi se poursuivre les mouvements qui se dégageaient au premier trimestre. Si nos ventes à l'étranger ont suivi avec un décalage de près de 2 trimestres la reprise des importations de nos principaux partenaires, intervenue dès le printemps 1975, elles profitent pleinement en début d'année d'une demande étrangère qui s'est affermie. Il est à noter que ce décalage entre reprise des importations et des exportations s'observe au niveau de l'ensemble de nos principaux partenaires, l'explication, générale, résidant dans la structure des courants d'échange : par exemple le poste biens d'équipement, important dans les exportations de ce groupe, a fait tardivement l'objet d'une forte demande à l'importation de la part de ces pays. Enfin la confrontation des performances françaises à l'exportation à celles de nos partenaires européens indique une consolidation sinon une amélioration de nos parts de marché, la part de la France dans les exportations totales de la C.E.E. dépassant au 1^{er} trimestre 1976, avec 18,1 %, le sommet du premier trimestre 1975.

En quantité la croissance de nos ventes suit une tendance supérieure à 30 % l'an, progressant de 16 % d'octobre, point de départ de la reprise, à avril. Le volume des produits agro-alimentaires est en vive reprise depuis le début de l'année (+ 22 % sur la période janvier-avril), ne rejoignant toutefois pas encore le haut niveau du début 1974. Les ventes de produits bruts se stabilisent en début d'année mais à niveau élevé, celles de produits semi-finis progressent de 21 % depuis juin, mais ne rattrapent qu'un peu plus de la moitié de la chute antérieure. Le renforcement de la demande étrangère s'est porté aussi, plus tardivement, sur les produits finis : les ventes à l'étranger de biens de consommation s'inscrivent en reprise depuis fin 1975, sous l'impulsion des secteurs automobile et textile, comme, plus modérément, celles de biens d'équipement.

Les prix à l'exportation, stables en 1975, marquent en début d'année une tendance au redressement. Ils sont entraînés par les prix des produits manufacturés : tout particulièrement ceux des biens d'équipement en hausse pratiquement ininterrompue depuis début 1973 et ceux des biens de consommation dont le rythme de hausse s'accroît. Les valeurs moyennes des autres catégories de produits connaissent un retournement à la hausse de leur tendance.

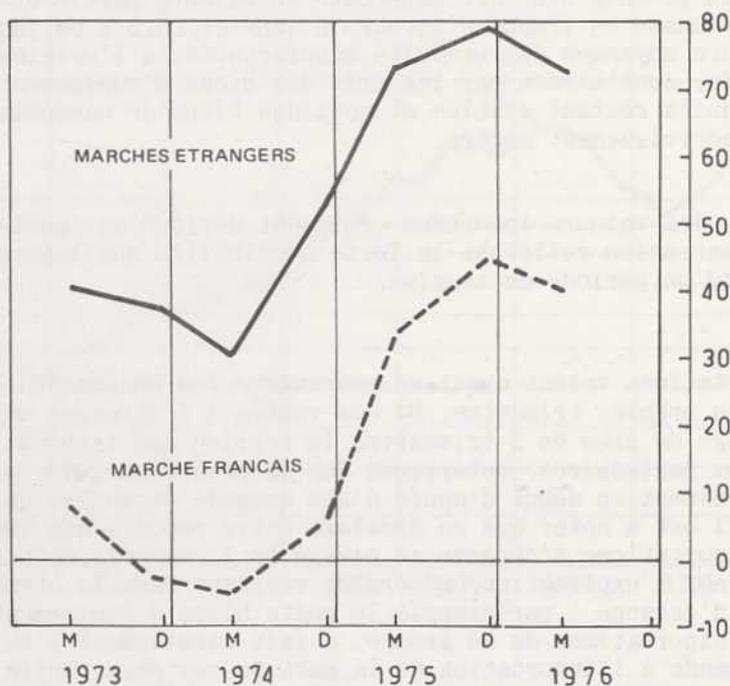
Au total, la progression des valeurs exportées d'octobre à mai ressort à 21 %.

Les producteurs de biens de consommation ont profité de la reprise de la demande et de l'évolution du franc pour redresser leurs marges à l'exportation.

GRAPHIQUE 6

APPRECIATION DE LA CONCURRENCE ÉTRANGÈRE PAR LES INDUSTRIELS

(écart entre les pourcentages de réponses «particulièrement forte» et «plutôt faible»)



GRAPHIQUE 7

CARNET ETRANGER + DEMANDE ETRANGERE

Source : Enquête mensuelle dans l'industrie I.N.S.E.E.



La concurrence étrangère, telle qu'elle est appréciée par les chefs d'entreprise interrogés en mai 1976 (1), s'est quelque peu atténuée depuis le début de l'année époque où elle était jugée particulièrement forte, ceci tant sur le marché intérieur que sur les marchés étrangers.

Cette diminution concerne surtout le secteur des biens intermédiaires, et, sur les marchés extérieurs, celui des biens de consommation. Ce léger renversement de tendance s'explique par le renforcement progressif de la demande étrangère qui apparaît dans les réponses des industriels (2) depuis la fin 1975.

Ce redressement de la demande a permis une augmentation depuis décembre des prix de vente des industriels français par rapport à ceux de leurs concurrents étrangers. En moyenne l'écart déclaré par les industriels s'accroît de 1,4 % sur les marchés étrangers et de 0,6 % sur le marché français. Ces augmentations proviennent des biens de consommation (+ 2,7 %) et des biens d'équipement.

Il en résulte une interruption de la dégradation des marges que constataient les industriels depuis le milieu de 1974. Une nette amélioration entre les enquêtes de décembre et de mai 1976 est même enregistrée, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, dans les secteurs produisant des biens de consommation.

Cette accélération au premier semestre de la hausse des prix à l'exportation (ainsi d'ailleurs que sur le marché intérieur dans les secteurs exposés à la concurrence étrangère ce qui menace de conduire à un partage du marché intérieur plus favorable aux importations) se reflète dans la reprise de la hausse de l'indice des valeurs moyennes à l'exportation.

Pour le second semestre les perspectives ne sont guère favorables. L'évolution récente des prix à l'exportation appréhendée par les réponses à l'enquête quadrimestrielle fait apparaître une augmentation rapide du taux d'accroissement mensuel : estimé à 0,1 % pour la période juin-novembre 1975, il est de 0,6 % pour la période novembre-mars et de 0,7 % de mars à juin. Dans ce mouvement les prix des biens d'équipement restent dans leur forte croissance antérieure, ceux des biens de consommation s'accéléralent entre novembre et mars, comme, plus fortement encore ceux des demi-produits.

(1) Enquête semestrielle sur la concurrence étrangère et les exportations de mai 1976.

(2) Enquête quadrimestrielle dans l'Industrie de juin 1976.

De l'automne 1975 au printemps 1976, l'indice mensuel de la production industrielle a augmenté de 11 %. Très forte en décembre et janvier, sa croissance s'est infléchie par la suite ; d'après les réponses recueillies lors de l'enquête quadrimestrielle de juin, la production aurait augmenté d'environ 3 % entre février et mai.

La répercussion sur les niveaux d'activité de la poussée de demande enregistrée à la fin de 1975 pour les produits finis s'est étalée sur l'ensemble du premier semestre. Dans le secteur des demi-produits, où l'ajustement de la production aux besoins des utilisateurs n'est toujours pas réalisé, la croissance, vive et régulière, est appelée à se poursuivre au cours des prochains mois.

La progression de l'activité se traduit par une lente remontée du taux d'utilisation des capacités ; dans l'ensemble, les tensions restent faibles et les goulots de production inférieurs à la moyenne de longue période ; ils n'ont dépassé qu'au printemps les plus bas niveaux enregistrés avant la récession.

1 - LES BIENS DE CONSOMMATION

La consommation des ménages s'est stabilisée après la reprise du 2ème semestre 1975.

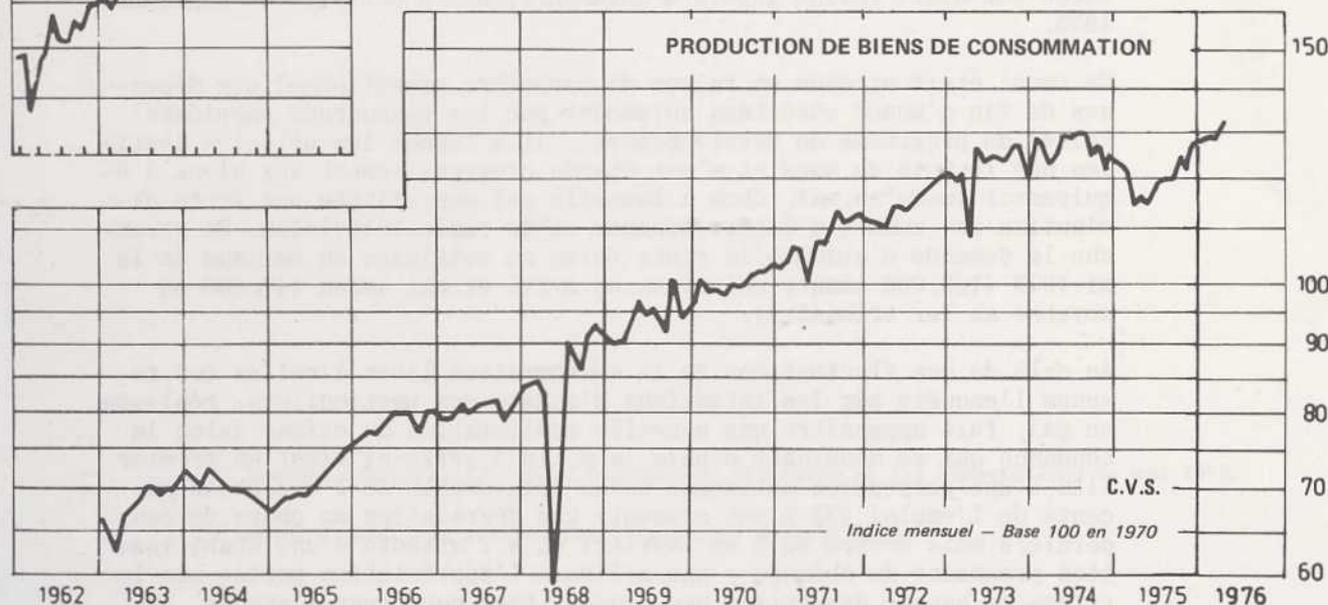
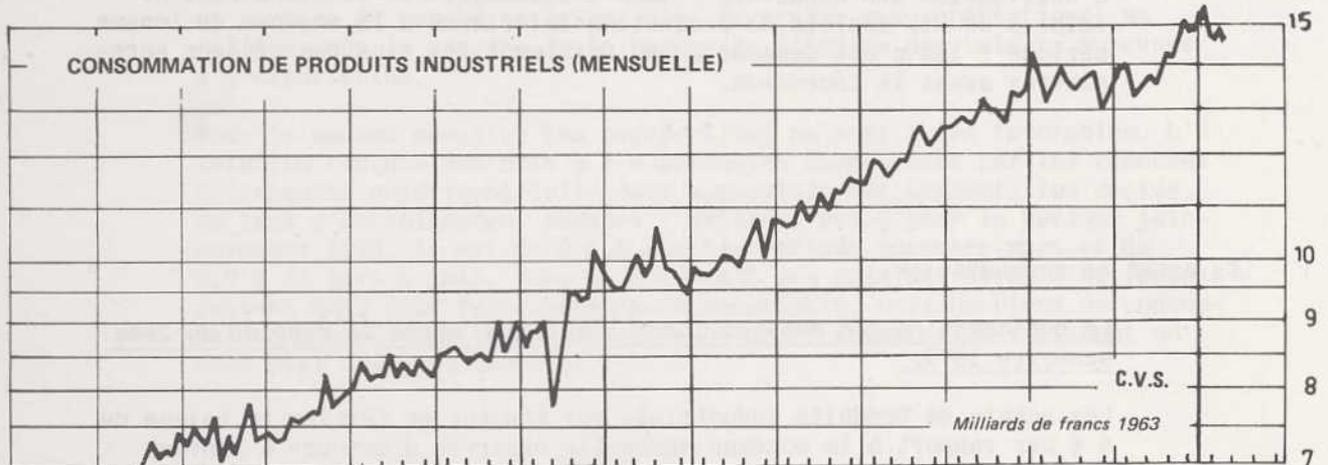
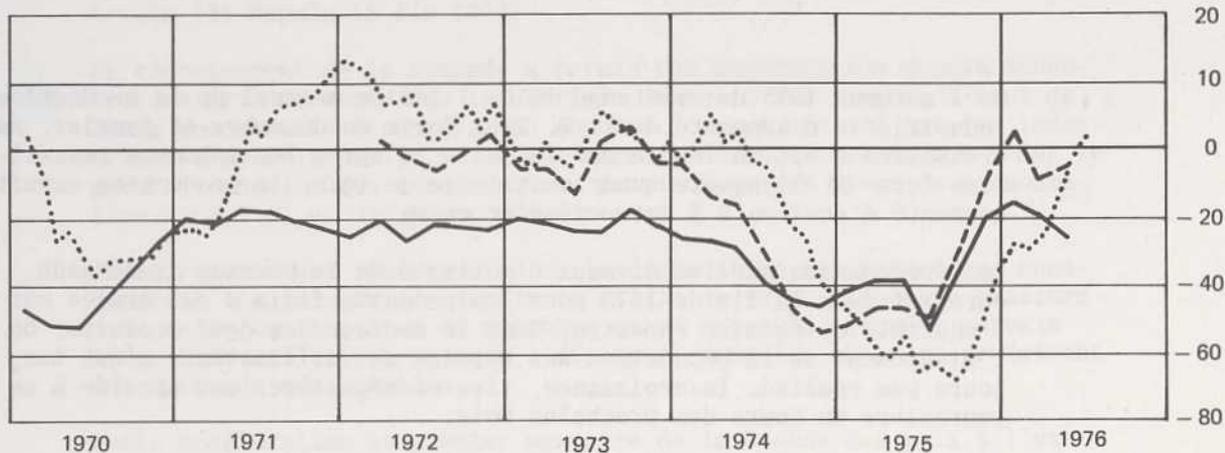
Les achats de produits industriels qui étaient en février en baisse de 4 % par rapport à la moyenne mensuelle observée d'octobre à janvier sont restés au même niveau jusqu'en mai ; le volume des ventes du commerce est ainsi revenu depuis 4 mois au rythme d'activité de septembre 1975.

Ce recul était attendu en raison du caractère exceptionnel des dépenses de fin d'année suscitées notamment par les ressources supplémentaires du programme de développement ; il a touché les articles textiles dès le mois de mars et s'est étendu progressivement aux biens d'équipement jusqu'en mai, date à laquelle est enregistrée une forte diminution des achats d'électroménager et de radio-télévision. En revanche la demande d'automobile reste ferme au voisinage du maximum de la mi-1973 (158.000 immatriculations en avril et mai après 147.000 en moyenne au 1er trimestre).

Au delà de ces fluctuations de la consommation liées à celles des revenus l'enquête sur les intentions d'achats des particuliers, réalisée en mai, fait apparaître une nouvelle amélioration du climat selon la tendance qui se dessinait depuis la mi 1975 ; celle-ci tient en premier lieu à une perception nettement moins défavorable de l'évolution récente de l'emploi (35 % ont ressenti une dégradation au cours de ces derniers mois contre 58 % en janvier) et à l'attente d'une stabilisation prochaine du chômage ; par ailleurs l'appréciation portée sur le rythme de hausse des prix a peu changé, bien que, pour l'avenir, les ménages soient moins nombreux à envisager un nouveau ralentissement (24 % contre 31 % en janvier et 47 % il y a un an).

LES PASSATIONS DE COMMANDES DE BIENS DE CONSOMMATION

— Intensions de commandes du commerce de détail
 - - - Intensions de commandes du commerce de gros
 Carnet de commande des industriels en biens de consommation



Les perspectives de niveau de vie poursuivent donc leur redressement ; corrélativement les ménages sont à nouveau un peu plus sensibles à l'opportunité de faire actuellement des achats importants et un peu moins tournés vers l'épargne. La propension à consommer qui ressort de ces réponses apparaît ainsi s'être encore renforcée depuis le début de l'année mais ceci essentiellement en ce qui concerne les produits courants : par contre les intentions d'achats de biens d'équipement se modèrent ; par ailleurs l'attrait pour les placements en terrains et immeubles continue de s'infléchir.

Les commerçants ont accru leurs stocks mais leurs intentions de commandes s'infléchissent.

Après s'être détendue jusqu'à début mars la situation de trésorerie restait jugée aisée en mai et l'obtention de crédits encore facile dans l'ensemble du commerce. En conséquence les détaillants et grossistes qui formulaient au début du printemps des perspectives d'activité optimistes ont pu maintenir de fortes commandes : les livraisons reçues en mars-avril sont restées soutenues au détail et se sont renforcées au stade du gros entraînant à tous les niveaux un accroissement des stocks : ceux-ci restent faibles dans le textile, deviennent moyens dans l'équipement ménager et plutôt élevés ailleurs.

Le ralentissement de la consommation de produits industriels observé depuis février influe maintenant sur les intentions de commandes des détaillants qui redeviennent plus modérées ; cette inflexion n'atteint cependant pas encore les grossistes en biens de consommation qui prévoient de maintenir leur demande à l'industrie jusqu'à l'été.

Cette reconstitution des stocks des commerçants a soutenu au deuxième trimestre l'activité des industries de consommation...

Bien que la consommation de produits industriels ait marqué un recul au printemps, les carnets de commandes des producteurs ont continué de s'étoffer et leur activité d'augmenter. La poussée de consommation de la fin 1975 n'avait été qu'incomplètement répercutée au stade de la production : les délais de réaction des circuits de transmission, la nécessité de réduire les stocks industriels, certains goulots sectoriels ont imposé ce décalage. D'autre part, les comportements prudents adoptés par les détaillants au cours de la récession ne se sont modifiés que progressivement.

Dans l'industrie, la production atteint des niveaux élevés pour les biens durables et particulièrement l'automobile : la moitié des entreprises du secteur y utilisent à plein leur capacité, et l'embauche est importante. Pour les autres produits, les mouvements de la consommation n'ont pas revêtu la même ampleur, et l'activité industrielle demeure assez sensiblement inférieure aux maxima antérieurs. Toutefois, une amélioration de la conjoncture est nettement perceptible dans les secteurs de l'habillement et du cuir au cours des derniers mois : le maintien de la production à un bas niveau a permis la normalisation des stocks et les carnets de commandes apparaissent désormais assez bien garnis.

qui bénéficie également d'un renforcement de la demande étrangère.

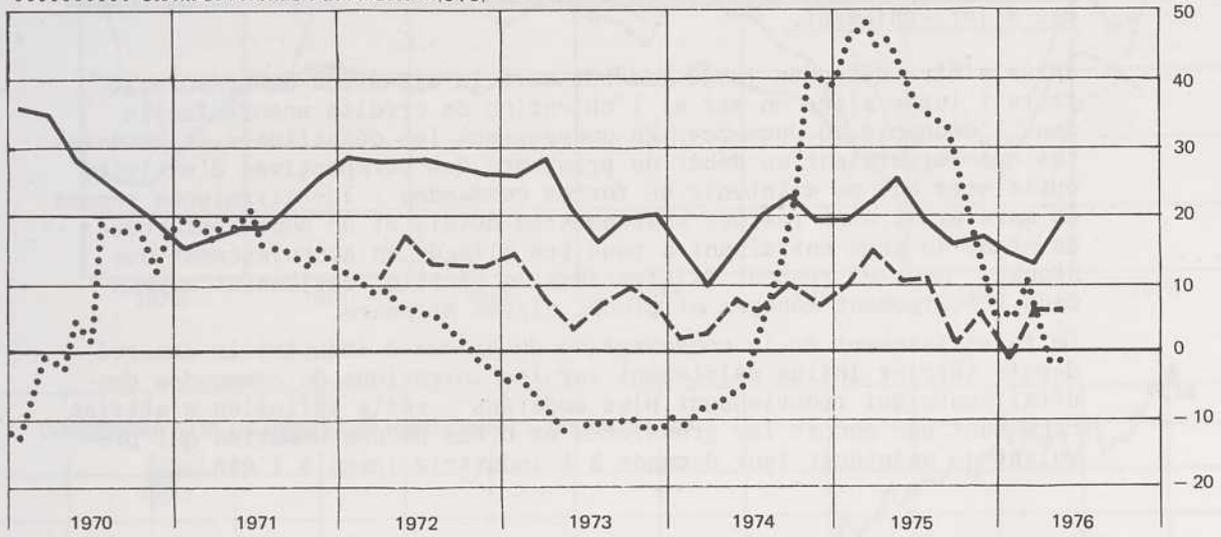
Les exportations de biens de consommation augmentent depuis le début de l'année à un rythme annuel de l'ordre de 30 %. Leur reprise avait été précédée d'une amélioration des carnets-étranger industriels dès l'automne 1975.

GRAPHIQUE 9

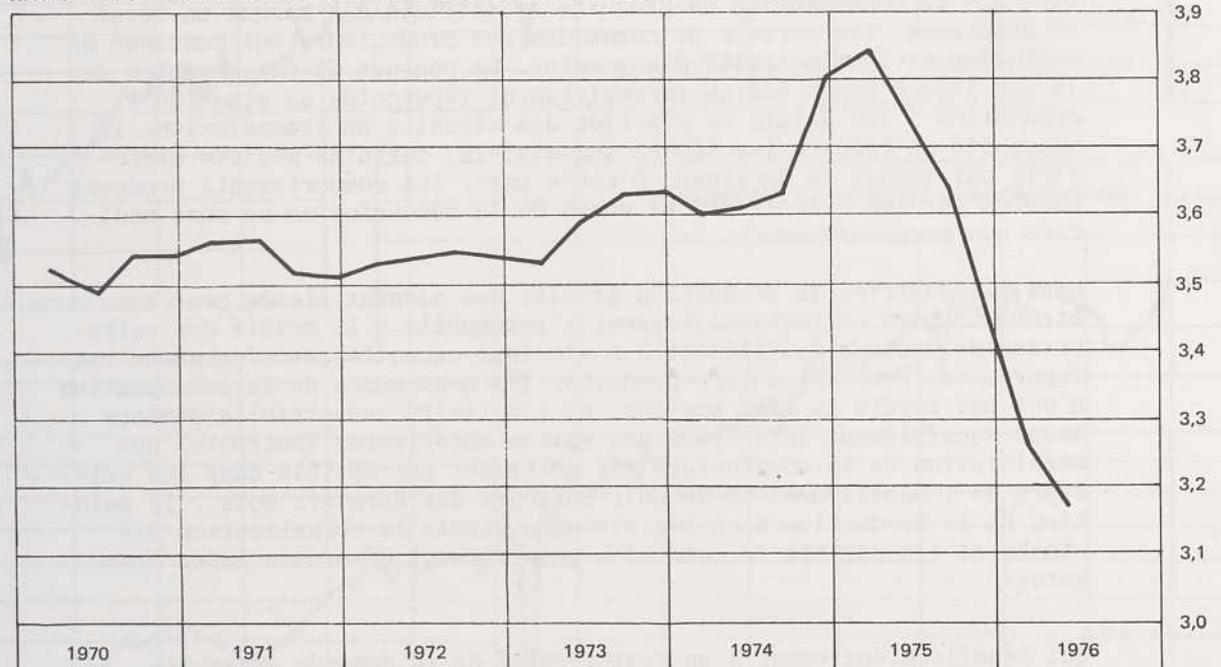
LES STOCKS

OPINION SUR LES STOCKS DE PRODUITS FINIS

- Stocks du commerce de détail (CVS)
- - - Stocks de l'ensemble du commerce de gros (CVS)
- Stocks de l'ensemble de l'industrie (CVS)



RATIO : STOCKS / VALEUR AJOUTEE AUX PRODUITS DE L'INDUSTRIE



D'abord limitée à l'automobile, celle-ci s'est étendue plus récemment au textile et à l'habillement en liaison avec les bons niveaux de consommation atteints chez nos principaux partenaires. Avec la reprise de la demande, la concurrence étrangère s'est très légèrement atténuée ; ainsi, les constructeurs automobiles jugent que l'avantage de prix de leurs concurrents a disparu, les producteurs étrangers pratiquant désormais des prix voisins des leurs ; ce rattrapage pourrait expliquer le retour de la pénétration des voitures étrangères au niveau moyen de 1975, après les taux élevés enregistrés au début de l'année.

Après une forte remontée, la croissance de la production va s'infléchir.

Les stocks des commerçants ayant retrouvé un niveau normal, leurs commandes à l'industrie ne devraient plus guère excéder leurs ventes.

La demande intérieure reçue par l'industrie devrait donc croître comme la consommation. Les perspectives de demande étrangère restent bien orientées pour les prochains mois, particulièrement dans l'automobile et l'industrie textile.

Mais la production industrielle pourrait croître un peu plus vite que la demande, à laquelle elle reste inférieure, dans les secteurs de l'habillement et du textile. Sa croissance se ralentira dans les industries de biens durables, où les niveaux élevés d'ores et déjà atteints par la production semblent correspondre à la consommation.

2. LES BIENS INTERMÉDIAIRES

Depuis l'automne 1975, la production de biens intermédiaires augmente régulièrement. Jusqu'en avril, elle a progressé de 13 %. A la différence de ce qui est observé pour les autres types de biens, elle ne se situe encore qu'à mi-chemin entre le maximum de l'été 1974 et le point bas de l'été 1975. Le volume des importations de demi-produits, dont la croissance à moyen terme est plus rapide (plus de 12 %) a quant à lui dépassé le niveau du début de l'année 1974.

Remontée des commandes

Les producteurs enregistrent une forte augmentation de la demande dans la plupart des branches ; celle-ci reste toutefois modérée dans la première transformation des métaux. Depuis l'automne 1975, les achats des industriels français ont beaucoup progressé, portant principalement sur l'acier, les non ferreux, le caoutchouc, les plastiques, les cuirs et peaux.

Le mouvement est amplifié dans sa transmission à l'industrie par la reconstitution partielle des stocks des grossistes, qui étaient tombés à très bas niveau à la fin de 1975. Toutefois, compte tenu de la chute survenue à la fin de 1974, la progression récente des commandes adressées à l'industrie n'a pas ramené celles-ci aux niveaux du début de 1974 ni même de 1973. Les informations quantitatives disponibles le montrent : les commandes intérieures d'acier, en forte croissance à la rentrée 1975, sont stables depuis à un niveau inférieur de 10 % à la moyenne de 1973 ; les commandes de carton, dont la reprise a été plus tardive, connaissent une progression accélérée depuis le début de l'année : ayant augmenté de 25 % d'octobre à avril, elles ne retrouvent encore que le niveau du début 1973.

... sans stockage de précaution

Les écarts qui subsistent par rapport aux niveaux antérieurement atteints, alors que la production des secteurs tournés vers la demande finale dépasse le maximum de la mi 1974 (biens de consommation) ou n'en

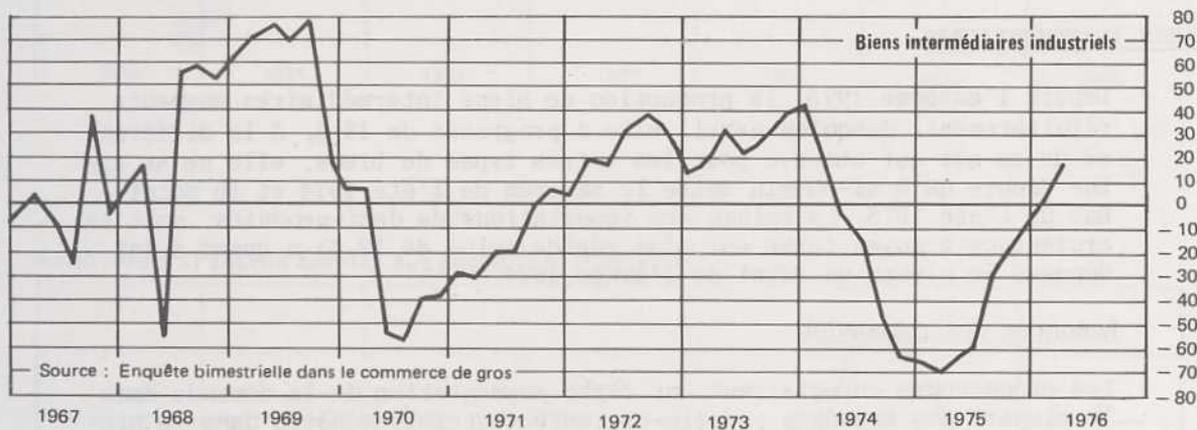
GRAPHIQUE 10

LA DEMANDE DE MATIERES PREMIERES ET DEMI-PRODUITS

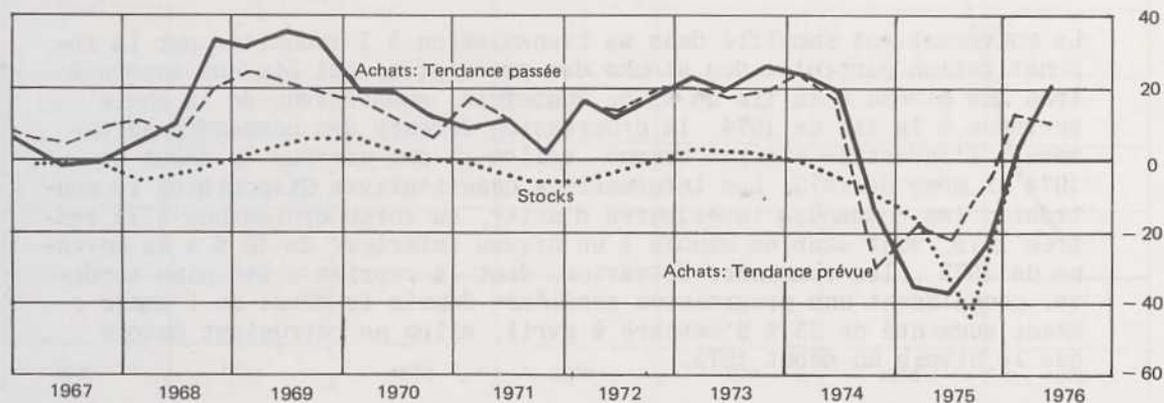
RATIO: IMPORTATIONS DE PRODUITS BRUTS ET DEMI-PRODUITS / DEMANDE FINALE HORS STOCKS



OPINION DES GROSSISTES SUR LE VOLUME DE LEURS VENTES



TENDANCE DES ACHATS, DES INDUSTRIELS (Source I.N.S.E.E.) ET DES STOCKS DES UTILISATEURS (Source C.O.E.)



est pas très éloigné (biens d'équipement), indiquent que la tendance générale n'est pas au restockage chez les utilisateurs industriels. Deux enquêtes récentes le confirment : celle qu'a réalisée le COE en avril traduisait encore une légère baisse des stocks d'octobre 1975 à avril 1976 ; de la dernière enquête quadrimestrielle auprès des industriels, il ressort que les stocks ont peu varié, pour la plupart des produits, entre mars et juin, des augmentations substantielles n'étant relevées que pour les plastiques et les cuirs et peaux. Au total, le jugement porté par les industriels est sensiblement le même qu'en mars dernier : leurs stocks leur apparaissent un peu inférieurs à la normale ; la hausse des cours de plusieurs matières premières ne semble guère avoir donné lieu à la formation de stocks de précaution.

Tout en restant en retrait de la demande intérieure, la demande étrangère se redresse également depuis l'automne 1975, et sa progression s'est renforcée de mars à juin, principalement pour le papier-carton, le bois, les produits chimiques et textiles. D'octobre à mai, les exportations de demi-produits ont augmenté de 20 % et le mouvement devrait se poursuivre d'après les prévisions des chefs d'entreprise.

Si la demande, bien que fortement accrue, n'a toujours pas retrouvé ses sommets antérieurs, l'écart est plus important encore pour la production : jusqu'en juin les producteurs ont continué de satisfaire une partie des commandes sur leurs stocks, maintenant leur production en-deça des livraisons. Ce comportement s'est récemment atténué, les stocks étant désormais jugés inférieurs à la normale et la production devrait continuer de se rapprocher de la demande au cours des prochains mois.

Poursuite d'une vive croissance au cours des prochains mois

En France, comme en Allemagne et aux Etats-Unis, la production de biens intermédiaires reste faible ; l'écart qui s'était creusé à la fin de 1974 - date du décrochement - entre l'indice du groupe et l'indice d'ensemble de la production industrielle ne s'est pratiquement pas réduit, compte tenu du développement des autres branches. L'ajustement de la production de demi-produits aux utilisations n'est toujours pas réalisé et il se produit plus lentement que prévu. On en connaît les raisons : absence de restockage chez les utilisateurs, qui semblent avoir adopté une gestion plus serrée qu'autrefois, réduction des stocks des producteurs. En juin, les prévisions d'achats des industriels, formulées à partir de niveaux nettement plus élevés qu'il y a quelques mois, s'infléchissent légèrement ; mais elles restent orientées à la hausse. D'autre part, les producteurs attendent un renforcement des commandes étrangères. Depuis la fin de 1975, les branches relèvent l'une après l'autre leur activité, imprimant à la croissance de l'ensemble du groupe un rythme rapide et régulier. Il est probable qu'avec le ralentissement progressif du déstockage opéré par les producteurs, ce rythme se maintiendra pendant l'été pour ne s'infléchir qu'ultérieurement.

3. LES BIENS D'EQUIPEMENT

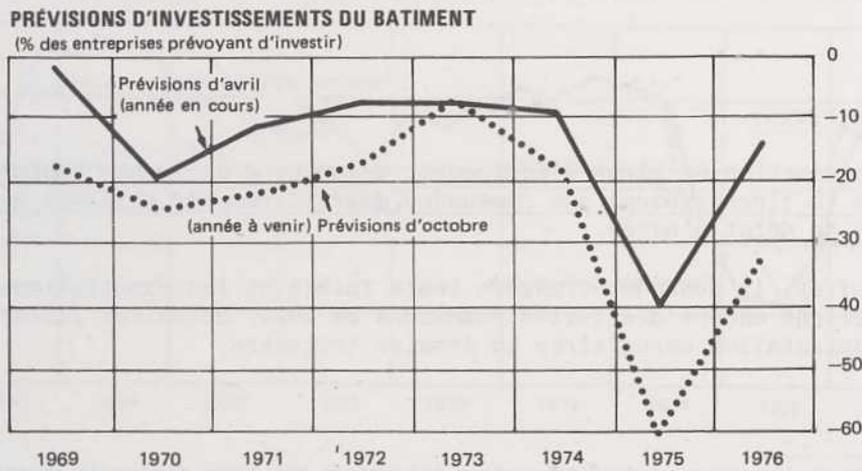
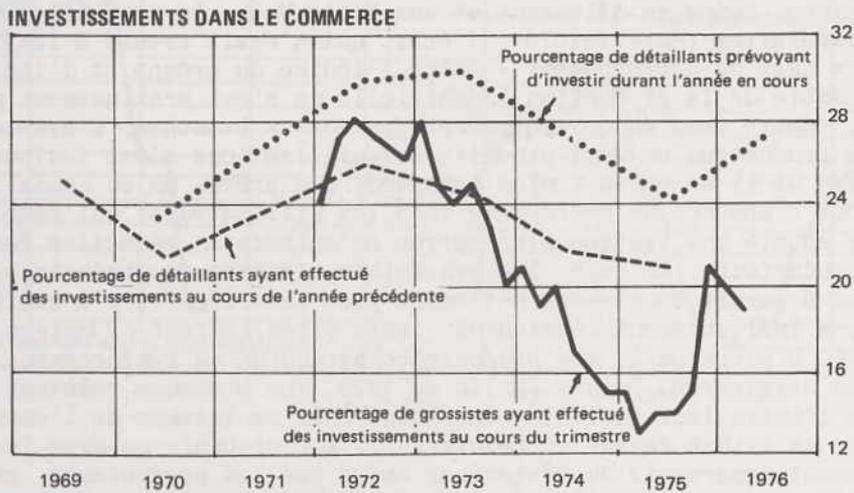
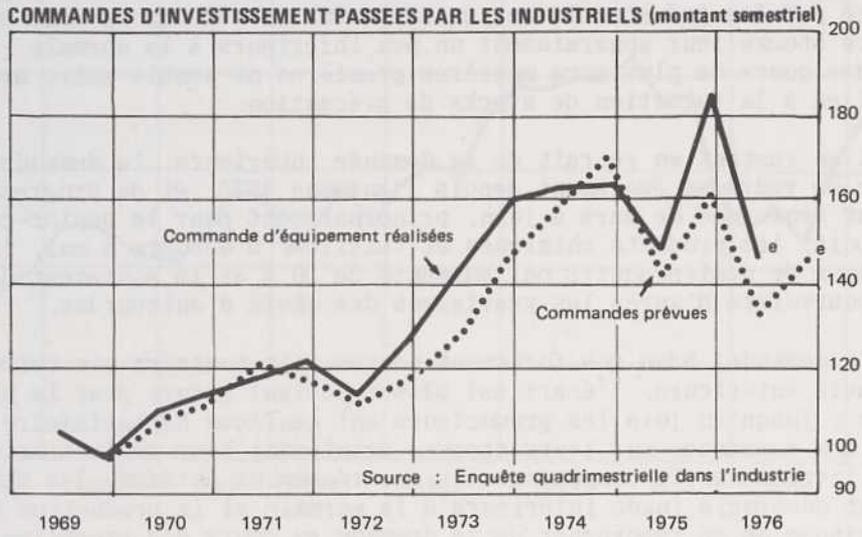
La production de biens d'équipement augmente à un rythme rapide (1) mais le fléchissement des commandes devrait ramener celle-ci à son niveau de début d'année.

En effet, la demande étrangère reste faible et les exportations, qui profitent encore des fortes commandes de 1974, devraient ralentir après l'augmentation enregistrée au premier trimestre.

(1) Selon les réponses des industriels interrogés sur leurs marges de capacité disponibles, l'augmentation de l'activité aurait été de 6 % à 7 % entre octobre 1975 et mai 1976.

GRAPHIQUE 11

LES INVESTISSEMENTS



La demande intérieure est retombée après la pointe du début de l'année et s'est stabilisée ; ainsi les carnets de commandes des producteurs n'augmentent-ils plus depuis le mois de mars. Toutefois les industriels envisagent une reprise de la demande au second semestre, ce que confirme l'évaluation du montant des commandes prévues pour le second semestre : celui-ci serait voisin du niveau atteint au premier semestre, en partie gonflé par les dernières commandes suscitées par le plan de relance. Enfin, le rythme des livraisons semble s'être ralenti si l'on en juge par l'opinion des industriels sur leurs stocks de produits finis qui s'est stabilisée au 2ème trimestre.

Vers une progression modérée du volume de l'investissement

La progression du volume des investissements productifs sera de l'ordre de 6 % entre 1975 et 1976.

Dans l'industrie, elle sera principalement soutenue par les investissements des entreprises nationales, qui augmenteront de plus de 20 % en valeur, du fait notamment de l'effort d'E. D. F.

Par contre l'augmentation du volume des investissements dans l'industrie privée sera très faible : les industriels jugent encore leurs capacités de production largement suffisantes bien que moins "excédentaires" qu'il y a six mois : les marges disponibles restent de 10,6 % en juin 1976 sans embauche de personnel supplémentaire (et 22,8 % avec embauche de personnel) contre respectivement 7 % et 14 % en 1973. Mais une révision en hausse des budgets 1976 (qui en mars correspondaient à une stagnation du volume de l'investissement) peut être attendue du fait de l'amélioration des résultats d'exploitation des entreprises constatée au premier semestre et prévue pour le second semestre.

Les perspectives d'investissement des entrepreneurs du bâtiment restent modérées malgré la reprise de l'activité ; les réponses aux enquêtes de conjoncture correspondent à une progression de 3 à 5 % du volume de l'investissement productif dans ce secteur.

Les fortes commandes de véhicules utilitaires passées à la fin de 1975, et qui se traduisent par un niveau élevé des immatriculations depuis le début de l'année, assurent une forte progression des investissements en 1976 dans le secteur des transports. Il en est de même quoique moins nettement dans l'agriculture : après le fort courant d'achats de matériel agricole des premiers mois de l'année on constate en effet au deuxième trimestre une diminution des livraisons et une baisse des carnets et des perspectives des producteurs.

Dans le commerce, le rythme d'investissement, moins fort qu'en 1972 et 1973 (20 % des commerçants en gros envisagent d'investir contre 27 % en moyenne pendant ces 2 années) devrait atteindre 10 %. Signalons enfin que le volume des investissements des administrations augmentera de 9 % en 1976.

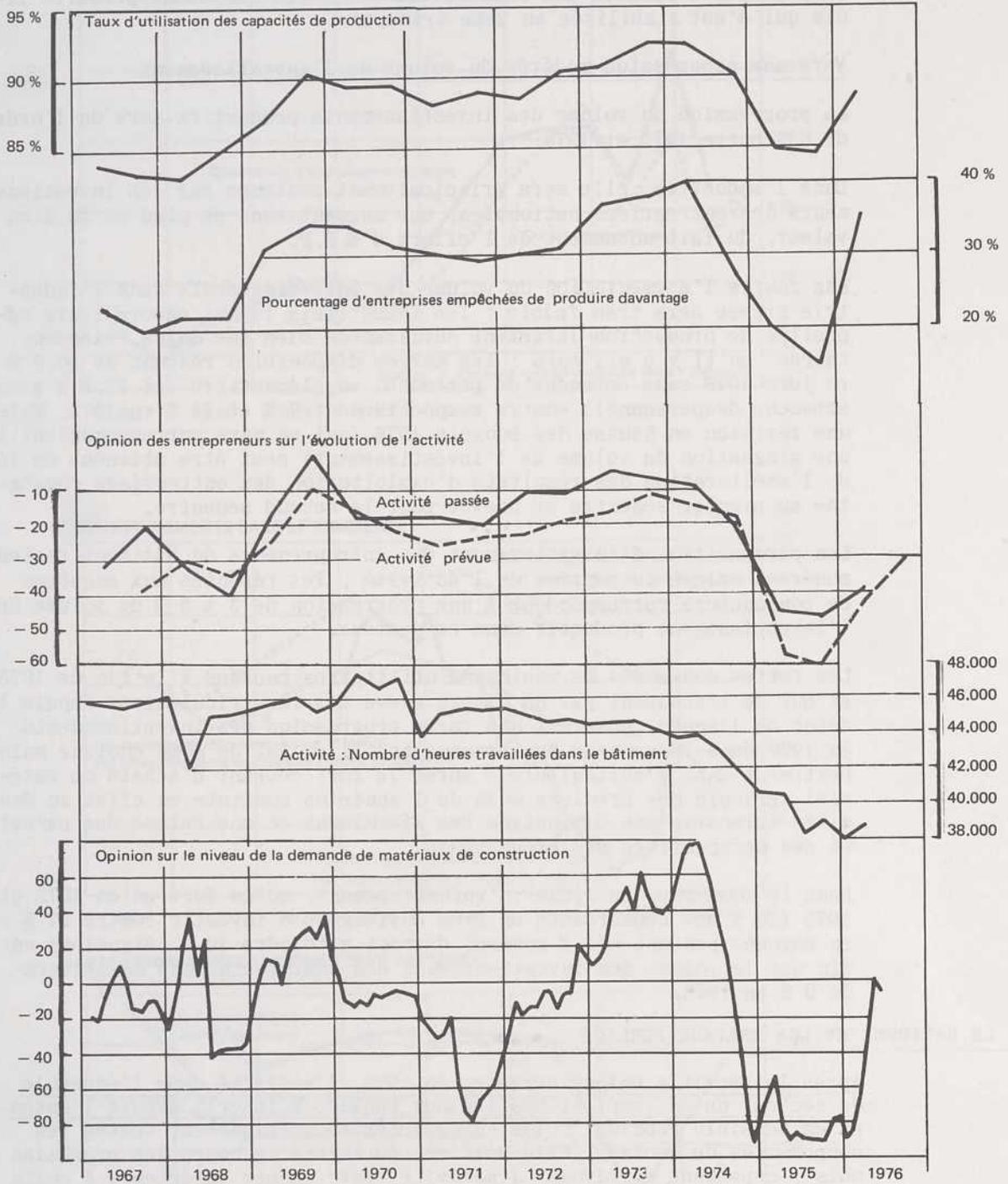
4. LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

Après la sensible baisse survenue en 1975, l'activité dans l'ensemble du secteur du bâtiment et des travaux publics s'inscrit depuis l'automne en sensible reprise. Celle-ci caractérise pratiquement toutes les composantes du secteur. Elle doit se poursuivre au cours des prochains mois ; cependant, en niveau, l'activité reste encore inférieure à celle des années 1973-1974.

L'ensemble des indicateurs conjoncturels, en dépit des insuffisances que présente encore leur qualité, converge sur ce diagnostic. Une illustration globale en est donnée par le degré d'utilisation des capacités : celui-ci est observé tous les semestres à l'occasion des enquêtes de conjoncture dans les entreprises du bâtiment. Celles-ci utilisaient leur capacité à 82 % en avril 1976, contre 77 % seulement en 1975, et 85 % en 1974.

GRAPHIQUE 12

INDICATEURS DE L'EVOLUTION CONJONCTURELLE DE L'ACTIVITE DU BATIMENT



Il convient cependant d'établir une distinction entre les types d'activité, en même temps que de veiller, dans une analyse conjoncturelle, à bien distinguer dans le temps les différents stades de la demande et de l'activité.

La demande de logements neufs à acheter se redresse progressivement depuis le début de l'année 1975 ; si, au printemps 1976, elle a retrouvé un niveau estimé normal, elle reste certes encore jugée inférieure aux niveaux exceptionnels de fin 1968 - début 1969, de 1972 ou du début de 1974. Son redressement s'accompagne depuis l'automne 1975 d'une accélération des hausses des prix des terrains et des logements. Ainsi, également, selon l'enquête sur la commercialisation des logements le prix moyen du m² des logements commercialisés s'accroît depuis le début de 1975 plus rapidement que les différents indices retraçant les évolutions des coûts et prix de construction, alors que de la fin 1973 au début de 1974, l'inverse avait été observé.

Le redressement de la demande s'est traduit en un accroissement des ventes à partir de l'été 1975 (date à laquelle a été observée aussi une sensible accélération des encours de crédits finançant des acquisitions de logements, dont le rythme de progression est passé de 10 % à 20 % l'an).

En 1975, le redressement progressif des ventes avait permis un allègement des stocks de logements disponibles pour la vente ; au premier trimestre 1976, l'anticipation d'une évolution toujours favorable de la demande semble avoir conduit les promoteurs à accroître les mises en vente, et les stocks se sont stabilisés à un niveau relatif jugé sensiblement normal.

En même temps que se redressait la demande, les promoteurs accroissaient leurs intentions de mise en chantier, spécialement à la fin 1975. Au début de 1976, une légère inflexion est cependant observée et les perspectives de mises en chantier s'inscrivent à un niveau jugé moyen. Un mouvement concomitant, et exactement parallèle, est observé dans les demandes de permis de construire.

	1974	1975	1976	Variation en %	
	5 mois	5 mois	5 mois	75/74	76/75
Demandes de permis de construire *	220.000	154.000	193.000	- 30	+ 25
Logements autorisés * ...	266.100	210.100	241.200	- 22	+ 14
Logements mis en chantier	232.500	216.600	203.300	- 7	- 7

* Note : Ces deux indicateurs ne concernent pas encore l'ensemble de la France, mais indiquent cependant les tendances conjoncturelles.

Les fluctuations conjoncturelles des demandes de permis de construire, des autorisations de construire, et des mises en chantier sont décalées dans le temps et amorties. La baisse des mises en chantier s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année 1975, et ce n'est qu'à partir du début de 1976 que s'opère un redressement. De ce fait, compte tenu par ailleurs d'un recul modéré des mises en chantier dans le secteur des HLM location, le nombre des logements commencés en 1976 ne sera que légèrement supérieur à celui de 1975.

Dans le domaine du logement, une part importante de l'activité des entreprises et des artisans du bâtiment est également dévolue à l'entretien et à la modernisation des logements. Là le redressement de l'activité est très net depuis le début de l'année et les perspectives restent favorables pour les mois à venir.

En ce qui concerne la construction de bâtiments à usages autres que de logements, la demande de la clientèle publique (administrations, collectivités locales et entreprises publiques) a fortement augmenté en 1975, et l'activité prévue pour ce type de travaux reste nettement croissante encore au cours des mois à venir. Si l'activité de construction de bâtiments pour la clientèle privée est aussi en redressement, elle se situe cependant à un niveau encore faible.

Les réponses des chefs d'entreprises du bâtiment sont confirmées par l'analyse des statistiques trimestrielles sur les autorisations de construire (exprimées en m² de plancher).

Si un redressement progressif est observé pour les bâtiments industriels, les bâtiments de stockage, et les bâtiments agricoles, à partir d'un niveau sensiblement plus bas que ceux observés en 1973-1974, les tendances restent défavorables pour les constructions de bâtiments commerciaux et de bureaux. Au total, si les constructions autorisées, autres que logements, sont, exprimées en m², supérieures au 1er trimestre 1976 d'un quart à celles du premier trimestre 1975, elles restaient inférieures d'un quart à leur niveau moyen de 1973 (de 10 % à leur niveau de 1974).

Enfin, l'activité de travaux publics reste marquée avant tout par le poids exceptionnel des marchés publics. De l'automne 1975 au printemps 1976, les marchés conclus se sont inscrits en progression très sensible (d'environ 1/3 en valeur, selon la statistique établie mensuellement par la FNTP). S'il s'opère une stabilisation des commandes reçues de l'Etat et des collectivités locales, la reprise des commandes émanant des entreprises publiques et du secteur privé permet la poursuite de la reconstitution des carnets de commandes "Travaux Publics". Les entreprises s'attendent néanmoins à un ralentissement au second semestre.

Pour l'ensemble des activités du secteur du bâtiment et des travaux publics, la poursuite de la croissance au cours des prochains mois semble assurée, mais un rythme modéré, inférieur à celui observé ces derniers mois sous l'influence des facteurs exceptionnels : les importantes commandes liées au plan de développement appelaient une mise en oeuvre rapide, que favorisait en plus l'absence d'intempéries au cours du dernier hiver.

5. LES EFFECTIFS ET LE MARCHE DU TRAVAIL

Après dix-huit mois de baisse, les effectifs salariés des secteurs non-agricoles ont légèrement progressé au premier trimestre de 1976. Le retournement de tendance s'est produit simultanément dans l'industrie, le bâtiment, et les services-commerces. Il a été plus marqué dans les industries de consommation. Dans le même temps, la réduction de la durée du travail, qui s'était accélérée pendant la récession, est provisoirement interrompue depuis l'automne 1975.

Variation des effectifs salariés (taux d'accroissement trimestriel)

	1 9 7 4				1 9 7 5				1976
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I
Industries d'équipement	0,5	0,5	0,5	-0,6	-0,6	-0,8	-1,1	-0,6	-0,2
Industries intermédiaires	0,4	0,1	0,1	-1,0	-0,8	-1,0	-0,5	-0,3	0,0
Industries de consommation	-0,6	-0,6	-1,3	-1,0	-1,1	-0,8	-1,3	+0,1	+0,4
Ensemble de l'Industrie	0,1	-0,1	-0,3	-0,9	-0,9	-0,8	-1,0	-0,2	0,1
B.T.P.	1,1	-1,0	-1,7	-1,6	-1,4	-1,6	-0,4	-0,2	0,0
Transports - Services - Commerce	1,3	0,4	0,1	-0,3	-0,6	-0,4	-0,3	-0,2	+0,3
Ensemble des secteurs non-agricoles.....	0,7	0,0	-0,3	-0,8	-0,8	-0,7	-0,5	-0,2	+0,2

- corrigés des variations saisonnières.

Dans l'industrie, la productivité apparente du travail (production par heure travaillée) dépasse depuis le début de l'année les niveaux atteints avant la récession, mais elle reste inférieure de plus de 5 % à sa ligne de tendance antérieure. Cet écart a ralenti la reprise de l'embauche, qui s'est cependant produite dans plusieurs branches : les situations des entreprises sont contrastées, et si certaines n'utilisent encore que très incomplètement leurs effectifs, d'autres, qui ont fortement accru leur production, ne disposent plus d'aucune marge. Les secteurs où la main-d'oeuvre est la plus utilisée (automobile, bois, industries diverses, construction électrique) ont récemment recouru à l'embauche. Les offres d'emploi, encore très éloignées des niveaux de 1973, sont un peu plus nombreuses depuis février ; leur augmentation est exclusivement d'origine industrielle.

Si l'embauche semble se renforcer, les demandes d'emploi en instance, dont le nombre s'était stabilisé de novembre à février, se sont accrues depuis, de 36.000. Cette évolution tient pour une part à l'inadaptation des qualifications aux emplois offerts : le chômage industriel se résorbe alors que les demandes d'emploi continuent de croître pour les autres types de métiers ; le tiers des entreprises industrielles éprouvent en juin des difficultés de recrutement (contre moins du quart en mars) et le pourcentage de celles dont la production est limitée par un manque de personnel paraît élevé (6 % dans l'industrie) compte tenu de l'état du marché du travail. D'autre part, et c'est probablement le facteur le plus important, le sentiment qui prévaut auprès des ménages d'une amélioration substantielle de la situation de l'emploi a sans doute conduit à s'inscrire à l'agence des personnes qui étaient restées à l'écart du marché du travail au cours de la récession. Conséquence de ces évolutions - résorption exclusive du chômage industriel, retours en activité - les demandes d'emploi féminines sont à nouveau prépondérantes depuis le début de l'année.

Pour les prochains mois, les chefs d'entreprise interrogés au cours du deuxième trimestre (bâtiment, commerce, industrie) prévoient une croissance plus forte de leurs effectifs. Compte tenu du niveau encore bas de la productivité, et de l'inflexion prévisible du développement de l'activité, la progression de l'emploi pourrait cependant rester inférieure à la croissance des ressources de main-d'oeuvre. Du début à la fin de 1976, elle serait de l'ordre de 1,5 % pour l'ensemble des secteurs non-agricoles. Dans ces conditions, en données CVS, les demandes d'emploi pourraient rester jusqu'à la fin de l'année du même ordre qu'actuellement.

GRAPHIQUE 13

TENDANCE DES EFFECTIFS (Soldes d'opinion) ——— tendance passée
 - - - - - tendance prévue

